

-- Présidentielle 2017 --
« La France des Petits patrons »

Un ras-le-bol fiscal qui appelle à une réforme urgente
Le vote des chefs d'entreprise à la présidentielle

Tout au long de cette année pré-électorale, Le Baromètre Fiducial des TPE, l'enquête de conjoncture trimestrielle réalisée par l'IFOP auprès des Très Petites Entreprises, propose des études sur des sujets considérés par les 3,2 millions de dirigeants de TPE comme des enjeux de la prochaine campagne présidentielle.

Après une première étude consacrée aux inégalités et à la précarité, celle de ce trimestre porte sur la fiscalité.

Paris, le 7 septembre 2016 – Dans l'enquête réalisée par l'Ifop pour Fiducial « La France des petits patrons », les dirigeants sont exaspérés par un trop plein de fiscalité. Ils appellent de leurs vœux une réduction rapide des impôts accompagnée d'une diminution du train de vie de l'Etat et des collectivités locales. Pour autant, ils sont assez dubitatifs sur la capacité de la classe politique à mener une réforme fiscale.

Une fiscalité inéquitable et confiscatoire

C'est un regard extrêmement critique que portent les petits patrons sur la fiscalité française, **81 % la jugent inéquitable dont 52 % pas du tout équitable**. Une iniquité qui se serait même aggravée depuis 2012 pour 66 % d'entre eux.

68 % des chefs d'entreprise jugent la fiscalité française confiscatoire. A peine un dirigeant de TPE sur cinq (19 %) estime, par rapport à ses revenus, payer à titre personnel le juste impôt (TVA sur la consommation, impôts locaux, impôt sur le revenu...). Tous les autres (79 %) considèrent la note trop élevée.

En dépit des transferts de prélèvements fiscaux opérés depuis 2014 au bénéfice des entreprises, mais au détriment des particuliers, **une forte majorité de dirigeants (57 %) a pourtant eu l'impression de subir une augmentation** de sa fiscalité professionnelle.

Un sentiment d'inégalité existe vis-à-vis des grandes entreprises et des PME, les petits patrons (64 %) estiment qu'ils payent proportionnellement plus d'impôts.

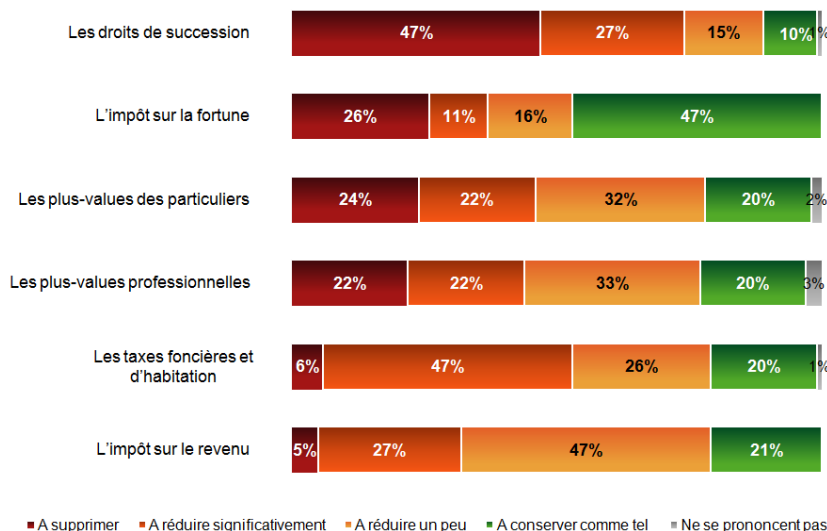
Un appel à une diminution urgente des impôts et des charges

Les chefs d'entreprises vivent la fiscalité comme un frein pour le développement de leur entreprise. Sont considérés comme des obstacles importants pour 96 % des patrons **le poids des charges patronales** sur les bas salaires, le niveau de l'impôt sur les sociétés (87 %) mais aussi **une réglementation fiscale incompréhensible** (85 %) et une complexité administrative des déclarations (80 %).

En prenant en considération la situation économique et financière de la France, les patrons revendiquent massivement une réduction de l'impôt des entreprises (86 %) et des particuliers (79 %) ainsi que des charges sociales des entreprises (92 %). Ils estiment réalistes des baisses moyennes d'environ 25 % sur l'ensemble de ces impôts et charges.

Lorsque les patrons sont interrogés sur l'évolution souhaitée des impôts existants, ils militent pour une réduction significative (27 %), voire **une suppression des droits de succession** (47%). Deux impôts échappent à ce consensus : **l'impôt sur la fortune et l'impôt sur le revenu dont une forte majorité souhaite les conserver comme tels** ou en préconise une faible réduction.

L'évolution souhaitée pour les différents types d'impôts



Le remplacement du taux progressif de l'impôt sur le revenu par un taux fixe applicable à tous comme la CSG peine à convaincre, même si une courte majorité (52 %) y est favorable.

Des économies à effectuer, en priorité dans les collectivités locales

73% des patrons pensent qu'il est possible de réduire l'endettement de la France et les déficits fiscaux tout en baissant les impôts ; à condition de réaliser des économies. A la question « **quels postes budgétaires faut-il réduire en priorité ?** », 76 % répondent **les dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales**, 42 % le nombre de fonctionnaires et 38 % les prestations sociales.

Poste par poste, 67 % veulent **une diminution du budget des collectivités territoriales**, 59 % du sport et 46 % de la solidarité et l'égalité des chances. En revanche, **devraient être préservés ceux de la fonction hospitalière, de la police, de la santé et de l'éducation.**

Peu d'espoir d'une réforme par les partis politiques

Sur le plan de l'action politique, 88 % des dirigeants jugent le bilan de François Hollande négatif. Pour autant, **ils sont 30 % à estimer qu'aucun parti n'est crédible pour réformer le système fiscal.** Les Républicains (28 %) sont toutefois jugés les plus crédibles, suivis par le Front National (12 %) et l'UDI (8 %).

Si **83 % des patrons ne s'attendent pas à une baisse des impôts par le prochain gouvernement**, les propositions des candidats en matière fiscale constitueront pour 25 % un choix déterminant dans leur vote et pour 36 % un facteur important mais pas déterminant.

FOCUS : le vote des patrons

Les Républicains en tête et un ajustement du FN

Au premier tour de l'élection présidentielle, **les candidats de la droite républicaine arrivent en tête dans toutes les hypothèses** (Alain Juppé 53 %, Nicolas Sarkozy 35 %, Bruno Le Maire 32 %) sondées auprès des patrons de TPE.

Néanmoins, contrairement à ce qui était jusqu'alors constaté, **plus aucun candidat ne fait barrage à Marine Le Pen, qui atteint désormais les 26-27 % d'intentions de vote** quel que soit le candidat de la droite républicaine qui lui est opposé. C'est dans l'hypothèse de la candidature d'Alain Juppé (qui était le

seul jusqu'à présent à limiter le vote FN au 1^{er} tour) que le parti de Marine Le Pen connaît sa plus forte progression : +12 points.

François Hollande regagne 4 points avec 9 % d'intentions de vote (dans les hypothèses d'une participation de Nicolas Sarkozy et Bruno Lemaire).

Méthodologie de l'Etude

Échantillon de 1 002 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), raisonné sur les critères secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation de l'entreprise et interrogé par téléphone du 11 au 28 juillet 2016. **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

Fiducial

FIDUCIAL est le leader des services pluridisciplinaires aux petites entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs.

Créée en 1970 par Christian Latouche, son fondateur et actuel Président, FIDUCIAL s'est développée grâce à une dynamique de **croissance ininterrompue depuis plus de 40 ans**. En Europe, ses 11 000 collaborateurs servent **273 000 clients**.

La mise en commun des savoir-faire au sein de FIDUCIAL lui a permis d'acquérir une expertise complète dans les métiers du droit, de l'audit, de l'expertise comptable, de la banque et du conseil financier, de l'informatique et de la technologie, de la sécurité, de l'immobilier et du monde du bureau.

Présente sur tout le territoire national avec **une agence tous les 30 kilomètres**, FIDUCIAL est le véritable partenaire des chefs d'entreprise et, grâce à son offre globale, leur permet de se consacrer pleinement à leur métier.

Contacts presse :

Agence CorioLink :

Pierre Alibert - Tél. : 06 87 40 90 76 - Email : pierre.alibert@coriolink.com

Justine Boiramier - Tél. : 06 35 66 16 86 - Email : justine.boiramier@coriolink.com